

«Sans la liberté de blâmer, il n'y a pas d'éloge flatteur» (Beaumarchais)

MEDIAS PLUS

QUOTIDIEN CENTRAFRICAIN PRIVÉ INDÉPENDANT
E-mail: mediasplus@yahoo.com

Directeur de Publication: Cyrus-Emmanuel Sandy

Tél.: (+236) 75 39 52 52 / 72 111 555 / 72 54 54 11 / 70 55 88 56

N°2807 du Vendredi 24 Juin 2022

☺ Prix: 300 FCFA ☺

Abonnements, Annonces et Pub:

Voir la Direction du journal

1^{er} juillet 2022: risque de dérapage!



Comment le projet bitcoin divise le clan Touadéra ?

Propos calomnieux contre le président Touadéra: plutôt une citation en France

Bill Clinton derrière le complot dans le génocide au Rwanda

Annonce Education/Formation GUTSCHOOL, l'Université de l'avenir pour les jeunes: la qualité et le prix font la différence. Venez découvrir vous-mêmes !

Comment le projet bitcoin divise le clan Touadéra ?

Le président centrafricain tente d'accélérer sur son projet de cryptomonnaie, malgré les réticences de certains ministres. Dans le plus grand secret, le directeur centrafricain de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, Ali Chaibou, a sollicité les conseils de l'ex-directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn pour tenter de freiner les dessins du chef de l'Etat. Révélations.

C'est un visiteur inquiet qu'a reçu à la mi-mai **Dominique Strauss-Kahn**, dans sa villa de Marrakech. **Ali Chaibou**, le directeur national centrafricain de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (**BEAC**), a rencontré dans la plus grande discrétion l'ancien directeur du Fonds monétaire international. Une entrevue facilitée par les réseaux marocains de Chaibou, qui a longtemps travaillé au sein de la filiale centrafricaine de la Banque populaire du Maroc.

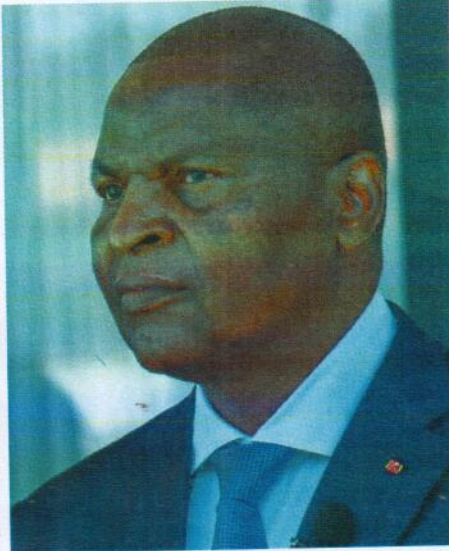
(...)

Isolement sur la scène nationale

Mais au-delà du premier cercle de **Touadéra**, **Sango** suscite des effets de bords dans toute la sous-région. Dès le lendemain du vote du parlement centrafricain, les institutions communautaires se sont mises en alerte pour tenter de bloquer le projet. La Commission bancaire de l'Afrique centrale (**Cobac**), organe de régulation bancaire de la zone Franc, a rappelé le 16 mai dans un communiqué qu'« *il est interdit aux établissements assujettis (...) d'échanger ou de convertir, de régler ou de couvrir en devises ou en franc CFA les transactions relatives aux cryptomonnaies* ».

L'organisation régionale a par ailleurs demandé aux banques « *d'identifier les opérations réalisées ou rejetées en lien avec les cryptomonnaies à la BEAC* ».

Deux semaines avant, le 19 avril, le gouverneur de la BEAC, le Tchadien **Mahamat Abbas Toli** avait écrit au ministre **Ndoba** pour regretter « *d'avoir été informé, en même temps que le grand public* » du projet de loi, et pour lui demander de convoquer, en tant que président en exercice du comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (**UMAC**), une session



extraordinaire. Une doléance restée lettre morte.

Mais Bangui cédera à Brazzaville la présidence tournante de l'UMAC en 2023, de sorte que le projet pourrait être de nouveau mis à l'agenda. Bien que la Centrafrique ne pèse que 2% du PIB de la zone Cemac, le projet **Sango** inquiète dans les capitales voisines pour ses répercussions sur les devises.

Discrétion de Paris sur le sujet

La manœuvre ne devrait également pas être de nature à rapprocher Bangui et Paris dont les relations sont au plus mal. La diplomatie française reste, pour le moment, très discrète sur le sujet. Toutefois, le 10 mai la Banque de France a organisé une réunion avec les représentants du Trésor et du Groupe d'action financière (**Gafi**), organisme intergouvernemental chargé de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, afin d'anticiper les conséquences de **Sango**.

Si le groupe paramilitaire russe **Wagner** semble jouer un rôle très secondaire dans la mise sur pied du projet, les relais de Moscou sur le continent ont fait depuis plusieurs années du franc CFA leur principal

grief contre la France en Afrique.

Promotion présidentielle

Malgré tous les vents contraires, **Faustin Archange Touadéra** continue de pousser **Sango**. Il a ainsi chargé son ministre conseiller à l'économie numérique, **Daniel Kokouendo**, de suivre de près tous les dossiers afférant à la cryptomonnaie. De son côté, **Sandra Boodhum**, conseillère spéciale récemment bombardée au rang de ministre, est toujours en quête d'investisseurs. Comme relaté par **Africa Intelligence**, cette femme d'affaire mauricienne est au centre du projet : c'est elle qui a présenté à Touadéra le négociant suisse-roumain **Nicolae Bogdan Buzalanu**, maître d'œuvre de **Sango**. Enfin, le ministre conseiller aux grands travaux, **Pascal Bida Koyagbé** s'est, lui aussi, mué ces dernières semaines en promoteur zélé se l'opération.

Le trio tente de trouver un lieu pour son lancement officiel. A l'origine, celui-ci devait se tenir en grande pompe en mai à Dubaï, mais la mort, le 13 mai, du président des Emirats arabes unis, **Khalifa ben Zayed al-Nahyane**, a conduit Touadéra à annuler la cérémonie afin de respecter le deuil national. La présidence envisage à présent de se tourner vers la Turquie. **Faustin Archange Touadéra** était d'ailleurs en visite de travail à Istanbul mi-juin, en compagnie, entre autres de **Pascal Bida Koyagbé**, d'**Hervé Ndoba** et du ministre à l'Economie numérique, **Justin Gournu-Zacko**.

Enfin, tout au long du mois de mai, une délégation de Centrafrique a reçu à Dubaï une formation en cryptomonnaie assurée par le Camerounais **Victor Essombe**.

Africa Intelligence
22/06/2022

Propos calomnieux contre le président Touadéra: plutôt une citation en France

Plutôt qu'une action en justice à Bangui, l'Etat centrafricain, au travers de sa représentation diplomatique en France, devrait porter plainte à Paris contre sieur Rémy_Ngono, auteur de propos gravement diffamatoires et totalement orduriers à l'endroit du président centrafricain, Faustin Archange Touadéra. Un avocat devrait être mandaté par l'Etat centrafricain pour délivrer une citation directe en diffamation contre sieur Rémy Ngono, sur le lieu même de sa résidence !

La RCA n'est pas le paillason de ce journaliste « gombo » dont la technique d'escroquerie est bien connue: attaquer des puissantes personnalités en vue, pour ensuite monnayer et devenir leur atalaku !



organisateur du coup d'Etat contre Ange Félix Patassé. Voilà des délinquants multirécidivistes qui ont plongé leur pays dans le chaos, et qui ont été jetés dans les poubelles, mais qui reviennent avec des habits neufs».

Déjà en décembre 2015, dans un torchon intitulé « 4 millions d'habitants, 30 candidats, mais ce sont trois truands qui sont devant pour devenir président de la République centrafricaine »,

sieur Rémy Ngono, sentant que le prochain chef de l'Etat centrafricain sera certainement l'un de ces trois candidats à la présidentielle, s'en prenait sans raison et de façon totalement diffamatoire à :

Anicet Georges Dologuélé: «Champion d'Afrique dans le rallye de détournements de 11 milliards 548 millions 969 mille F CFA à la Banque des États de l'Afrique centrale. Chassé de son poste comme une souris, il est devenu le PDG du

parti de la démagogie, URCA. Il a promis le RENOUVEAU et la FRAICHEUR. Mais, il vient de signer un accord pour partager le pouvoir avec Bozizé, un vieux robot honni et interdit de s'approcher de la présidence ».

Martin Ziguélé: « alias Judas le Traître, c'est un crocodile qui broie celui qui le nourrit. Il était le Premier ministre de Félix Patassé, mais il a fini par lui voler son parti. Il est toujours présent dans les coups fumants des détournements ».

Abdoul Karim Méckassoua: « De son vrai nom LABRANE, c'est un imposteur sans probité morale. Il est l'un des

En 2015, sieur Rémy Ngono ne voyait pas le Professeur Faustin Archange Touadéra... gagner l'élection présidentielle ! Le Professeur ne l'intéressait donc pas !

En 2022, roulé dans la farine par ses propres frères et collègues feymen camerounais, il trouve en la personne du président Touadéra un bouc-émissaire !

Il va encore s'égosiller sur les réseaux sociaux. Quand il en aura fini, Touadéra sera encore président. En attendant, la justice française doit être saisie, même si, pense-t-il être protégé par certaines mains françafricaines.

Chibuzo Okoye

1^{er} juillet 2022: risque de dérapage

La controverse autour du projet de révision de la constitution risque de tourner à un drame en se transformant en bagarres rangées dans les rues et avenues de la capitale Bangui le 1^{er} juillet prochain si on n'y prend gare. Les deux tendances divisées sur la question se sont donné rendez-vous le même jour pour « manifester », ce qui ressemble à une invitation pour un match de « ngbota » où la violence est la loi. Décryptage.

En effet, une nouvelle mobilisation générale pour soutenir le projet de révision et de modification de la constitution est lancée par les partisans du pouvoir. A titre de rappel, à l'appel du Front républicain (FR) - une association politique créée à la fin du dialogue républicain (21-27 mars 2022) pour faire de la révision

et de la modification de la constitution du 30 mars 2022 une revendication citoyenne et populaire -, les citoyens de Bangui et de certaines villes de provinces s'étaient déjà mobilisés le mercredi 1^{er} juin 2022 matin pour marquer davantage leur soutien à l'initiative de plus de cent (100) députés réunis autour du député de

M'Baïki 1, l'honorable Brice Kévin Kakpayen, visant à faire aboutir une proposition de loi constitutionnelle modificative de la loi fondamentale qu'il a déjà déposée au bureau de l'Assemblée nationale et qui continue de faire l'objet d'une campagne d'information et de sensibilisation à destination des (suite à la page 7)

« le poids de la formation,
le choc de l'ambition »



**NOUS FORMONS LES FUTURS
MANAGER DU DEVELOPEMENT DE DEMAIN**

**RENTREÉ
SCOLAIRE
2022-2023**

PROFESSIONNALISME - RESPONSABILITÉ - FIDÉLITÉ
UNE ÉCOLE DIRIGÉE PAR UN PROFESSEUR AGRÉGÉ DES UNIVERSITÉS
AGREMENT N° 005/MESRS/DRIACAD/CMESR/DOERS/QES/SDAFES.13

**RENTREÉ LICENCE 2
03 OCTOBRE 2022**

**RENTREÉ LICENCE 1
10 OCTOBRE 2022**



NOS FILIERES DE FORMATION

CYCLE LICENCE Formation initiale

- Banque Finance (BF)
- Comptabilité Contrôle Audit (CCA)
- Administration et Gestion des Entreprises (AGE)
- Gestion de Logistique et Transport (GLT)
- Gestion de Projets (GP)
- Marketing et Commerce Internationale (MCI)
- Science de Gestion Appliquée (SGA)
- Management des Systemes d'Information (MSI)
- Gestion des Ressources Humaines (GRH)

CYCLE MASTER Formation initiale

- Banque Finance (BF)
- Comptabilité Contrôle Audit (CCA)
- Administration et Gestion des Entreprises (AGE)
- Gestion de Logistique et Transport (GLT)
- Gestion de Projets (GP)
- Marketing et Commerce Internationale (MCI)
- Management des Systemes d'Information (MSI)
- Gestion des Ressources Humaines (GRH)

NOS OFFRES Formation continue

- Module de Management (Finance, Comptabilité, Audit Contrôle de gestion GRH Systeme d'information, Marketing etc.)
- Module d'economie et de Finance publique
- Module de gestion de projet et de passation des marchés publics

NOS OPPORTUNITES

- Certificat en Entreprenariat Numérique
- Certificat en Social Business
- Certificat en Community Manager
- Projet Tutoré et Personnel Professionnel
- Double diplôme en BTS et DUT (L1 et L2)
- Diplômes DELF - DALF
- TOEFL

CONDITIONS D'INSCRIPTION

- Licence année 1: Etre titulaire d'un diplôme BAC ou tout autre diplôme équivalent
- Licence année 2: Avoir le niveau requis du BAC+1
- Licence année 3: Avoir le niveau requis du BAC+2: DUT, DTS, BTS ou tout autre diplôme équivalent pour la deuxième année.
- Master année 1: Etre titulaire d'un diplôme BAC+3 au maximum
- Master année 2: Avoir le niveau requis du BAC+4

Combo Center 72484915



+236 72410518
+236 75084824
+236 72532792



cours.camschool@gmail.com
www.supdecocamschool.org



Ecole Inter-Etat des Douanes
sis à côté de lycée des Martyrs



-LA QUALITÉ ET LE PRIX FONT LA DIFFÉRENCE. VENEZ DÉCOUVRIR VOUS-MÊMES !

NOUS SOMMES L'UNIVERSITÉ LA MOINS CHÈRE DE BANGUI
Rapport Qualité Prix

PROMOTION SUPER EXCEPTIONNELLE



100 Premiers insc

Filles Bachelieres : Insc GRATUITE + 225.000 Ecolage soit 25.000/mois

Bacheliers : Insc GRATUITE + 225.000 Ecolage soit 25.000/mois



NOS FRAIS DE FORMATION



CYCLE LICENCE

NIVEAU D'INSCRIPTION	FRAIS D'INSCRIPTION	1 ^{ERE} TRANCHE	2 ^{EME} TRANCHE	3 ^{EME} TRANCHE	ECOLAGE
1 ^{ERE} ANNÉE LICENCE	35.000 FCFA	90.000 FCFA	90.000 FCFA	80.000 FCFA	260.000 FCFA
2 ^{EME} ANNÉE LICENCE	35.000 FCFA	90.000 FCFA	90.000 FCFA	80.000 FCFA	260.000 FCFA
3 ^{EME} ANNÉE LICENCE	45.000 FCFA	120.000 FCFA	120.000 FCFA	90.000 FCFA	340.000 FCFA

CYCLE MASTER

NIVEAU D'INSCRIPTION	FRAIS D'INSCRIPTION	1 ^{ERE} TRANCHE	2 ^{EME} TRANCHE	3 ^{EME} TRANCHE	ECOLAGE
1 ^{ERE} ANNÉE MASTER	55.000 FCFA	190.000 FCFA	190.000 FCFA	70.000 FCFA	450.000 FCFA
2 ^{EME} ANNÉE MASTER	65.000 FCFA	210.000 FCFA	210.000 FCFA	170.000 FCFA	580.000 FCFA

Combo Center 724.84915



OFFRE SPECIALE POUR LES FUTURES BACHELIERS

NIVEAU D'INSCRIPTION	FRAIS D'INSCRIPTION	1 ^{ERE} TRANCHE	2 ^{EME} TRANCHE	3 ^{EME} TRANCHE	ECOLAGE
1 ^{ERE} ANNÉE LICENCE	0 FCFA	75.000 FCFA	75.000 FCFA	75.000 FCFA	225.000 FCFA



OFFRE SPECIALE POUR LES ANCIENS BACHELIERS
BAC AVANT 2019

1 ^{ERE} ANNÉE LICENCE	0 FCFA	75.000 FCFA	75.000 FCFA	75.000 FCFA	225.000 FCFA
--------------------------------	--------	-------------	-------------	-------------	--------------

Tous nos frais d'inscription s'adressent à des étudiants non-boursiers



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité-Dignité-Travail

PLATE FORME DE LA GALAXIE
NATIONALE CENTRAFRICAINE

« LA PATRIE OU LA MORT NOUS VAINCRONS »



Communiqué de presse n°25/22

La Coordination de la Plateforme de la Galaxie Nationale Centrafricaine demande à tous les Coordonnateurs des Arrondissements de Bangui et des Cinq (05) Bimbo, les Responsables de la documentation des arrondissements et des Bimbo et les Experts de la Reforme en matière Administrative de venir à une **Assemblée Générale Extraordinaire** qui aura lieu le **Samedi 25 Juin 2022 à 12 Heures 30 Minutes Très précises** au Lieu Habituel.

Six(06) points seront inscrits à l'Ordre du Jour :

1. Nomination dans certains Ministères à base Tribale, du Népotisme et de la promotion canapée : le cas du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.
2. Stratégies à mettre en place pour le 1^{er} Juillet 2022.
3. Position de la Plateforme de la Galaxie Nationale vis-à-vis de la Presse Internationale.
4. Expiration de l'Ultimatum lancé du 11 Juin 2022 de la reddition à la Justice des Criminels comme : **ZIGUELE, DOLOGUELE, TIANGAYE, MBOLIGOUMBA, NGUENDET, KAMOUN, ALI DARAS, ALKHATIM, BOZIZE, MECKASSOUA, AROUNA DOUAMBA, Petit Delphin KOTTO, NOURADINE ...**
5. **Affaire des 19 Citernes de Carburant à Birao.**
6. Divers.

La présence de tous est vivement recommandée.

Nota-Bene : Le port de Badge numérisé est obligatoire sauf les Experts.

« La Patrie ou la Mort nous vaincrons »

Fait à Bangui, le 22 Juin 2022

Le Coordonnateur de la Plateforme de
la Galaxie Nationale Centrafricaine.



Blaise Didacien KOSSIMATCHI

Appel à la mobilisation du Front Républicain

« Centrafricaines,
Centrafricains,
Chers compatriotes,

Notre initiative citoyenne et populaire visant à demander la révision de la constitution du 30 mars 2016, arrimée par des argus scientifiques et juridiques, et ayant convaincu l'opinion publique, tend à devenir une réalité. Voilà pourquoi nous devons la booster en outreance aux fins de concrétiser notre demande.

De la fécondation le 29 avril 2022 à sa gestation à l'Assemblée nationale, notre proposition embryonnaire portée par l'honorable Brice Kevin Kakpayen et ses pairs, tend à devenir foetus, déjà sur la table du Gouvernement, pour être soumise sous forme de projet à l'Assemblée nationale pour bénéficier de l'adhésion des élus de la nation.

Voilà pourquoi nous vous appelons à ce Grand Rendez-vous de l'histoire, le vendredi 1^{er} juillet 2022 à Bangui au Monument des Martyrs et dans vos préfectures respectives à se lever comme un peuple "Uni" pour brandir au nid de pie nos vifs appels:

"OUI AU PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE" !

"OUI AU RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL" !

Le peuple doit s'approprier de la nouvelle constitution pour que vive la République centrafricaine Grande, Puissante et Émergente.

Soyons nombreux au rendez-vous du 1^{er} juillet 2022 à 7h !!! »

(é) **Héritier Doneng Wazounam**

(suite de la page 3) journalistes et professionnels des médias, des personnalités politiques de tout bord, et du citoyen lambda.

Pour la ville de Bangui, un grand rassemblement avait eu lieu ce 1er juin au Monument des Martyrs où une marée humaine s'était réunie pour exprimer son soutien à l'initiative de révision de la constitution.

Les villes des provinces suivantes ont été ciblées en vue d'une mobilisation populaire organisée aux fins d'exprimer haut et fort le vœu des citoyens de voir la loi fondamentale subir d'importants changements. Il s'agit des villes et lieux suivants:

Préfecture de l'Ombella-M'Poko

- Gare routière de Damara ;
- Mairie de Bossembélé ;
- Stade de Yaloké

Préfecture de la Lobaye

- M'Baïki : Mairie
- Mongoumba : Marché
- Boda : Mairie

Préfecture de la Sangha-Mbaéré

- Nola : Stade

Préfecture de la Mambéré

- Berberati : Tribune du défilé situé en face de la BEAC

Préfecture de la Kadéi

- Carnot : Stade

Préfecture de la Nana-Mambéré

- Bouar : Monument de la paix

Préfecture de l'Ouham-Pendé

- Bocaranga : Stade

Préfecture de la Lim-Pendé

- Paoua : Mairie

Préfecture de l'Ouham

- Bossangoa : Terrain de la mairie

Préfecture de l'Ouham-Fafa

- Bouca : Stade
- Batangafo : Mairie

Préfecture de la Kemo

- Sibut : Mairie
- Dékoa : Mairie

Préfecture de la Nana-Gribizi

- Kaga-Bandoro : Stade

Préfecture de la Vakaga

- Biraou : Mairie

Préfecture de la Haute-Kotto

- Bria : Mairie

Préfecture de la Ouaka

- Bambari : Mairie
- Kouango : Mairie
- Grimari : Sous préfecture

Préfecture de la Basse-Kotto

- Mobaye : Stade

-Alindao : Mairie

Préfecture du Mbomou

-Bangassou : Mairie

Seules les préfectures du Bamingui-Bangoran au nord-est et du Haut Mbomou à l'extrême sud-est n'avaient pu vivre un tel évènement, pour des raisons dont on ignore.

A titre de rappel, la manifestation du 1^{er} juin dernier était la deuxième du genre après celle du 28 mars organisée devant l'Assemblée nationale par le Front républicain pour demander aux députés d'agir pour la révision de la constitution.

A nous en tenir à la déclaration faite devant la presse le mercredi 25 mai dernier au cours d'une conférence de presse tenue à l'hôtel Ledger Piazza par le député Kakpayen, la révision et la modification de la constitution souhaitées visent entre autres à:

- illimiter le nombre du mandat présidentiel (passer de 2 mandats à un mandat infini) ;
- créer le poste de Vice-président de la République ;
- changer le mode de désignation des sénateurs ;
- créer une Chambre de Chefferie Traditionnelle ;
- retirer du texte de la constitution toute référence aux institutions de la transition de 2013-2016 ;
- etc.

Des voix discordantes sont sorties pour exprimer leur désapprobation de tout projet de modifier la loi mère du pays. L'opposition démocratique y voit une «rupture de l'ordre constitutionnel» et la «fin de la démocratie» et appelle à une «résistance populaire», tandis que la Ligue centrafricaine des droits de l'homme par la voix de son président **Joseph Bindoumi** et le parti MDSP de **Dominique Désiré Erenon**, jugent le projet illégal et inopportun, car crisogène. Mais les tenants du pouvoir n'entendent pas cela de leurs oreilles et fustigent le camp des porte-paroles du non. L'initiative rallume les vieilles tensions politiques, en attendant la bataille judiciaire qui se peaufine déjà au niveau des états-majors des forces en présence.

A propos, certains pensent que la Cour constitutionnelle avait déjà réglé ce problème à travers son Avis rendu le 5 juin 2020 à l'approche du double scrutin présidentiel et législatif. D'autres par contre disent non parce que les contextes ne sont pas les mêmes.

Saisi de la proposition de loi constitutionnelle, le bureau de l'Assemblée nationale a demandé l'avis technique des cadres experts parlementaires qui, par la voix et la plume du secrétaire général de l'Assemblée nationale le magistrat **Ghislain Mor-nadjim**, a jugé la recevabilité et la conformité du texte aux lois en la matière, et conclu à la nécessité de son transfert au gouvernement pour avis, conformément aux textes en vigueur.

C'est dans ce contexte que l'opposition et les partisans du pouvoir cherchent des occasions pour en découdre, sinon empêcher l'autre à gagner du terrain. L'opposition a annoncé un meeting public le 1^{er} juillet pour donner sa position par rapport au projet de révision de la constitution. En réponse, les associations proches du pouvoir ont choisi le même jour du 1^{er} juillet pour organiser une grande manifestation de soutien au projet de révision de la constitution. Tout ceci sent la violence en vue et on voit venir les deux camps.

Même son de cloche du côté de la plateforme dite Galaxie nationale du tonitruant **Blaise Didacien Kos-simatchi** qui, en plus du sort à part qu'il réserve aux principales figures de l'opposition démocratique (cf. Communiqué de presse, p.6), prépare déjà une riposte aux conséquences insoupçonnées à l'opposition qui tient à manifester pacifiquement le 1^{er} juillet 2022 pour exprimer son opposition à toute révision de la constitution dans le contexte actuel.

Si l'une des manifestations politiques prévues le même jour du 1^{er} juillet se tient ou les deux au même moment, le risque d'affrontements entre les deux parties sera réel. Le gouvernement est appelé à prévenir que de guérir.

A bon entendeur, salut !

Jean Bedel Dinga-Kpilé

Bill Clinton derrière le complot dans le génocide au Rwanda

Il a non seulement refusé d'intervenir mais il a activement cherché que cela se produise. Le jour où Bill Clinton a atterri sur l'aéroport de Kigali en mars 1997 afin de rencontrer son ami Paul Kagame, il était très inquiet en raison de la découverte du secret sur la tragédie du Rwanda. Vous rappelez-vous ce qui s'est passé quelques jours avant, à la fin de février 1997?



Kigali au Rwanda, que c'était Bill Clinton qui avait ordonné l'assassinat d'Habyarimana et espérait que ces informations n'allaient jamais être dévoilées.

Kofi Annan informa immédiatement **Madeleine Albright**, le secrétaire d'Etat de Clinton qui choisit Kofi Annan comme secrétaire général de l'ONU en remplacement du «Frenchy» **Boutros Ghali**. Madeleine Albright atterrit dans le bureau

ovale en peu de temps: **«Monsieur le président, notre action contre la France dans la tragédie rwandaise est sortie. Les enquêteurs du TPIR ont découvert que nous avons abattu l'avion français».**

Ce fut le début de la longue histoire de cache-cache: Louise Arbour ordonna de licencier le procureur du TPIR Michael Hourigan et de clore l'enquête. Kofi Annan reçut l'ordre d'envoyer au Rwanda **Michael Hall** des services sécurité de l'ONU afin d'organiser un départ rapide de Michael Hourigan du Rwanda. Puis, Bill Clinton ordonna à Madeleine Albright de mettre la pression sur les juges du TPIR pour ne pas enquêter sur l'incident qui a déclenché le génocide au Rwanda: l'attentat sur l'avion d'Habyarimana. Ces ordres de prévention étaient-ils suffisants pour assurer la paix à l'esprit de Clinton? L'idée d'être appelé un jour un terroriste américain lui était insupportable: **«Aucun témoin ne doit survivre».** 'Personne ne doit savoir que j'ai abattu Habyarimana', comme témoigne aujourd'hui un ancien conseiller de Clinton.

Bill Clinton voulait rencontrer tout de suite Paul Kagame, son ami dans le terrorisme. «Oui, monsieur le président», ont répondu à l'époque Madeleine Albright et **Susan Rice**, comme des étudiantes en classe.

Quelques jours plus tard, Bill Clinton s'est posé sur l'aéroport de Kigali au Rwanda et, après le célèbre discours, il ordonna à Paul Kagame de tuer toutes les personnes qui pouvaient connaître les détails sur l'assassinat d'Habyarimana. En commençant par les personnes figurant sur la note de service que Hourigan avait remis à Louise Arbour à La Haye quelques jours auparavant. Ce fût le début de la longue histoire d'assassinats à travers le monde. C'est dans cet esprit criminel que **Seth Sendashonga** et **Théoneste Lizinde**, qui ont aidé les agents de Clinton à abattre l'avion d'Habyarimana, ont été assassinés à Nairobi au Kenya, quelques semaines plus tard. Et récemment, Bill Clinton a conseillé à Kagame d'assassiner le général rwandais **Faustin Nyamwasa** en Afrique du Sud. Et quand l'attentat fut manqué, Clinton s'est rapidement rendu en Afrique du Sud pour faire pression afin d'étouffer l'affaire. **(Suite au prochain n°)**

Source: Nazionale Audiencia, Madrid, Espagne

Eh bien, le juge du TPIR en provenance d'Australie, **Michael Hourigan**, dans le secret profond de ses enquêtes spéciales, a découvert que c'étaient **Kagame** et **Bill Clinton** qui avaient abattu l'avion de **Habyarimana**, déclenchant la tragédie du génocide au Rwanda. Michael Hourigan a eu peur de ressortir publiquement le nom de Clinton. Mais aujourd'hui, 16 ans après, dans une conférence vidéo donnée à partir de son pays natal, l'Australie, Hourigan estime qu'il est temps de dire la vérité au monde.

C'était le 26 février 1997

De l'ambassade américaine à Kigali, l'enquêteur du TPIR Michael Hourigan (d'Australie) a fait le fameux «Appel téléphonique du Rwanda» à son patron à La Haye (Hollande), le procureur en chef du TPIR **Louise Arbour** (du Canada) pour lui faire part des informations très sensibles qu'il venait de découvrir. Immédiatement, la «Kind Lady» en pleine effervescence, appela New York pour informer le Secrétaire général **Kofi Annan**. Le «Cold Bath»: Kofi Annan savait, 2 ans avant, dans le bureau du ministre des Affaires étrangères **Ndagijimana JMV** à

MEDIAS+

Quotidien centrafricain privé indépendant d'informations générales, d'annonces, d'investigations, d'analyses et de débats.

Autorisation légale de publication N°061/10/HCC/P/CCDPPP du 23 Février 2010 du Haut Conseil de la Communication (HCC)

B.P: 248 - Bangui (RCA)

Tél.: (+236) 75 39 52 52

72 54 54 11 / 70 55 88 56 / 72 111 555

E-mail: cyrussandy@yahoo.com

Siège: Ben Zvi -Bangui 5è-,
derrière Entreprise EXOTICA

Directeur de Publication

Cyrus-Emmanuel SANDY Tél. (+236)72 50 72 35

E-mail: cyrussandy@yahoo.com

Comité de Rédaction

Damoclès Diriwo

Jean-Bedel Dinga-Kpilè

Mesmin Madidé-Aladila

Giséle Mamouglassio

Pygmalion Ramsès Wakambissa

Moussa Ango-Brotto

Bénito Koussara et **Cyrus-Emmanuel Sandy**